

MONEY FOR NOTHING ?

L'INDE EXPÉRIMENTE LE REVENU INCONDITIONNEL

Le 26 août 2013, le Parlement indien a approuvé le Food Security Bill, le plus vaste programme de sécurité alimentaire au monde, qui garantit aux plus pauvres l'accès à des denrées agricoles de base, comme le riz ou le blé. De quoi réjouir les 800 millions d'Indiens¹ qui vivent dans la pauvreté. Cependant, le dispositif – promis par le gouvernement à un an des élections nationales – risque bien de reproduire les erreurs à l'origine de l'échec des nombreux programmes sociaux précédents. Dans l'État du Madhya Pradesh, un syndicat de femmes, Sewa, a mené une ambitieuse expérience d'allocation inconditionnelle auprès des populations rurales. Une réflexion qui pourrait ouvrir une nouvelle voie dans les luttes contre la pauvreté. Reportage.

PAR BENJAMIN FERNANDEZ | JOURNALISTE

La brise fraîche du petit matin fait frémir la surface de l'eau, alors que l'esquif de caoutchouc dérive lentement vers le centre du bassin. « J'ai commencé à pêcher en janvier, raconte M. Diptia en lançant sa ligne. Au départ avec un peu de moto, puis j'ai pu acheter une vraie chambre à air de camion ». Au loin, les enfants et les animaux commencent leurs allers et venues vers le petit lac, une moto fend l'unique route et le silence qui traverse le paysage de Ghodakhurd. La vie n'a pas toujours été si paisible dans ce petit village habité par les Bhils, une population Adivasi². « Avant il n'y avait rien, aucune ressource, continue le pêcheur. Il n'y avait pas de poisson dans cette retenue d'eau. On ne cultivait ni blé, ni de soja, seulement du maïs. » Les bêtes étaient rares et les villageois vivaient sous le poids de lourdes dettes, contraints pour vivre aux tâches de servage sur les terres du propriétaire terrien. Ghodakhurd est l'un des villages Bhil de l'État du Madhya Pradesh, l'immense cœur aride de l'Inde. C'est aussi l'un des villages qu'a choisi Self Employment Women Association (Sewa), un syndicat de femmes qui travaillent dans l'économie informelle, pour mettre en œuvre une audacieuse expérience d'allocation inconditionnelle.

Première étude de recherche appliquée réalisée en Inde, ce projet, qui s'est déroulé entre juin 2011 et janvier 2013 avec des fonds de l'Unicef Inde, a consisté à verser mensuellement 200 roupies (2,3 euros) à chaque adulte, et 100 roupies à chaque enfant (à la mère ou au tuteur), puis respectivement 300 roupies et 150 roupies dans les six derniers mois de l'étude. Neuf villages, tirés au sort dans le district d'Indore, étaient concernés, touchant en tout 6000 personnes. Pour évaluer les résultats, onze autres villages, n'ayant pas bénéficié de l'allocation, ont servi de comparaison. « Il s'agit de procurer une somme d'argent liquide, modeste mais régulière, aux individus en supplément de toute forme de revenu et de bénéfices sociaux », explique M. Sarath Davala. Sourire rayonnant au milieu d'une barbe grisonnante, le directeur de recherche de Sewa précise les fondements de l'étude : « L'expé-

« Nous savons que l'argent dans les mains des déshérités est quelque chose de puissant. Les banques ne sont pas la seule réponse, le secteur coopératif est important »

rience consiste à regarder ce qui se passe dans ces familles, si cette somme est donnée individuellement et inconditionnellement. » Les résultats montrent une augmentation significative des dépenses dans la nourriture, les médicaments et l'éducation, une augmentation de l'épargne et une réduction de l'endettement, ainsi qu'une amélioration de l'habitat. Alors que 47 % des foyers bénéficiaires n'ont déclaré aucune maladie dans les trois derniers mois de l'étude, le chiffre n'était que de 34 % dans les villages non-bénéficiaires. 28 % des gens ont pu acheter régulièrement des médicaments dans les premiers, contre seulement 1 % dans les seconds. Mêmes résultats concernant l'éducation : l'étude prouve une augmentation de 12 % d'inscription supplémentaire d'enfants de 4 à 18 ans à l'école, et la présence à l'école a pratiquement triplé. Autre résultat inattendu : les gens sont largement passés d'un travail salarié saisonnier ou occasionnel à davantage d'agriculture et de commerce pour leur propre compte, et l'exode lié au travail a fortement diminué. C'est le cas de M. Diptia : « Avec l'argent distribué, une quinzaine de villageois a mis en commun son épargne, j'ai récolté auprès des voisins de l'argent pour acheter des œufs de poisson à un village Sundrail, à 85 km d'ici. Puis, nous avons pêché le poisson et l'avons revendu. Avec cela, j'ai rendu l'argent et je gagne autour de cent roupies par jour. J'ai pu rembourser mes emprunts et même acheter une moto. »

La régularité permet l'épargne et la solidarité

« Au fondement de ce projet, il y a une manière de regarder les pauvres comme des gens qui ont des ressources, plutôt que comme des victimes, raconte Sarath. L'important est la régularité. Verser de l'argent chaque mois dans une famille, un foyer, est quelque chose qui entre dans leur propre rythme de vie, leur propre organisation. » Avant d'ajouter : « Donner un revenu à chacun confère plus d'autonomie et de pouvoir dans le foyer. Ce qui, comme le montre l'étude, est particulièrement important pour les femmes, les personnes âgées et les handicapés ». Dans le village de Malibadoda, à deux heures de trajet sur une route poussiéreuse, Saloni et Devkavan Yadav tiennent une petite épicerie. Ils sont tous les deux de basse caste et atteints de poliomyélite. Incapables de se dépla-



Sarath Davala, directeur de recherche de Sewa prend à cœur sa mission.

cer, ils doivent dépenser 1500 roupies par mois pour les dépenses médicales. Le premier marché est à 10 km, le premier médecin à 5 km. Dans la petite échoppe sombre, Pyush et Roshni, leurs deux enfants âgés de 2 et 7 ans, traversent la pièce en courant et en riant. « Roshni est bonne à l'école, j'aimerais qu'elle fasse des études », dit Saloni. Présente depuis dix ans auprès des femmes, Sewa achemine elle-même l'allocation inconditionnelle dans le village. « Avec l'argent de l'étude, j'ai pu rejoindre le groupe d'épargne organisé par Sewa, rembourser une partie de nos dettes et acheter une machine à coudre ». Elle et Devkavan bénéficient d'une carte de rationnement qui leur permet d'acheter des vivres à des prix subventionnés dans le « contrôle », le magasin d'État. Mais « le magasin est souvent fermé et n'est pas approvisionné tout le mois », dit-elle. Les grains y sont souvent mélangés avec des cailloux et de pauvre qualité. « Pourquoi les pauvres doivent-ils toujours avoir la plus mauvaise nourriture, les plus mauvais soins, la plus mauvaise éducation ? », interroge Sarath. La réflexion sur le revenu inconditionnel naît en effet de la faillite des programmes conditionnels de lutte contre la pauvreté. Selon la Commission de planification, seulement 27 % des dépenses publiques pour lutter contre la pauvreté atteignent les personnes à bas revenu³. « Dès qu'il y a une condition, il y a érosion. Conditionnalité implique intermédiaire, qui implique pouvoir, qui implique corruption, explique Sarath. Le « pur » pauvre, celui qui

a faim et qui est malade, qui n'a ni foyer, ni télévision... n'existe pas. Beaucoup de gens oscillent sur la ligne de pauvreté, et perdent leur droit à l'aide publique. » L'inconditionnalité répondrait à cette difficulté.

Nulle solution miracle

« Encore une solution miracle », lance M. Jairam Ramesh devant la présentation des résultats de l'étude, le 31 mai 2013 à l'International Indian Center de Delhi. Le ministre des Affaires rurales balaise l'étude d'un revers de la main : « On pourrait faire l'étude à un autre endroit et obtenir des résultats inverses. Si nous ne posons pas de conditions, qu'est-ce qui garantit que l'argent ne sera pas dépensé pour acheter de l'alcool ? » La rigueur scientifique de l'étude devrait pourtant toucher cet économiste chevronné. C'est peut-être que le gouvernement d'Alliance progressiste unie (UPA), mené par le parti du Congrès, a promu un autre programme, qui vise à convertir les aides en nature en argent, directement versé sur des comptes en banque accessibles à partir de cartes biométriques. À un an des élections nationales, l'annonce d'un nouveau plan de lutte contre la pauvreté et du versement de l'argent des aides directement à l'immense population de citoyens pauvres paraît attrayante. L'idée plaît également aux libéraux, puisque le gouvernement a promis de ramener la facture de l'aide sociale à 2 points de PIB au lieu des 3,5 actuels⁴. Malheureusement, en plus de dix mois, cet ambitieux programme baptisé « Cash transfer for the poor » n'a atteint que 10 % de la population ciblée⁵. Les banques, notamment, n'ont pas vu d'un si bon œil l'arrivée de cette masse de gens insolubles. Un simple défaut technique, selon M. Ramesh : « C'est la concurrence qui permettrait d'éviter la corruption. Il faut un système bancaire efficace ».

Ce n'est pas l'avis de Guy Standing, l'économiste associé au projet, qui bout aux côtés du ministre. Les échecs successifs des plans de lutte contre la pauvreté, affirme-t-il, résident dans les conditionnalités, car elles introduisent de l'arbitraire et de l'exclusion. « Conditionner l'aide pour cibler les plus pauvres, quand bien même il s'agit d'une bonne idée, ne fonctionne pas en pratique, comme le montrent de nombreuses études. Identifier les pauvres est difficile administrativement, coûteux et source d'erreurs tragiques. Il se révèle moins coûteux de l'universaliser. »⁶ Le professeur d'études du développement à la School of Oriental and African Studies de l'université de Londres est aussi le fondateur du Basic income earth network (Bien), qui trouve aujourd'hui un terrain d'expérimentation en Inde. « Il s'agit de réduire la violence sociale en réfléchissant à la sélectivité, répond-il sans détour au ministre. Non, le revenu de base n'est pas une solution miracle. Il fonctionne de manière optimale avec de bons services publics et de l'investissement social. Il n'y a pas de solution miracle. » Le Food Security Bill, voté à moins d'un an des élections législatives, est lui aussi loin de cette réflexion. « Bien sûr, les pauvres doivent bénéficier de nourriture subventionnée, mais ce programme ne répond pas à tous les problèmes, dit Sarath. C'est un système très coûteux, profondément inefficace ». 3,25 roupies selon la Commission de planification, l'État dépense en effet 3,25 roupies pour livrer des vivres qui en valent une⁷. Mais, la dépense devrait engager le Food Security Bill reste modeste. La part consacrée à la lutte contre la faim devrait passer de 0,8 % à 1,2 % du PIB de l'Inde. »

« La gauche doit revoir sa vision de la société, il faut penser à partir du précaire et non plus du prolétariat. Combiner un financement redistributif avec un renforcement des représentations des précaires »

1. Chiffre issu du rapport de la National Commission for Enterprises in the Unorganized Sector (NCEUS), avril 2009

2. Les Adivasi désignent les populations autochtones. Hors castes, ils ont été chassés de leurs terres et privés de leurs droits tout au long de l'histoire de l'Inde.

3. Planning Commission, The Eleventh Five-Year Plan, Government of India, Delhi, 2009

4. « Gamechanger? Why the cash transfer math doesn't add up », The Times of India, 30 novembre 2012.

5. Time of India, 10 septembre 2013

6. Voir le dossier sur le revenu de base. « Une utopie à portée de main », Le Monde diplomatique, mai 2013

7. Performance evaluation of Targeted public distribution system (TDS), Planning Commission, 2005

» « Il s'agit de baser les politiques sur des preuves, renchérit Renana Jhabvala, directrice de la coordination nationale de Sewa. C'est sur ce principe que Sewa fonctionne, à partir de l'observation de la réalité. » Le calme et la détermination qui émanent de la voix et du regard de la militante rappellent l'héritage gandhien de l'association. De retour d'Afrique du Sud, Gandhi ne conseillait-il pas aux travailleuses de s'unir en syndicat, à partir d'une étude sur leur revenu et leurs besoins ? Né en 1972 dans les manufactures de textile du Gujarat de l'union de femmes travaillant dans l'économie informelle, Sewa compte aujourd'hui 1,8 million d'adhérentes dans toute l'Inde, gère des dizaines de coopératives de crédit, d'hôpitaux, de services juridiques et a créé une banque. « Nous savons que l'argent dans les mains des déshérités est quelque chose de puissant, affirme-t-elle. Mais les banques ne sont pas la seule réponse, le secteur coopératif est important ».

Un outil de sécurité sociale

L'introduction du revenu de base en Inde par un syndicat n'est pas anodine. Sarath précise la vision de Sewa : « Le revenu minimum inconditionnel n'est pas une panacée. C'est un outil que nous utilisons en tant que syndicat pour organiser les femmes afin qu'elles sortent de la pauvreté. L'ensemble de l'équipe a conscience que nous devons la transcrire dans la réalité et nous engager avec le gouvernement. La loi est inutile, s'il n'y a pas d'organisation pour combattre pour elle. » L'étude montre que les problèmes auxquels les pauvres font face – la malnutrition, la maladie mais aussi l'endettement et le travail forcé – ne peuvent être résolus uniquement avec de la nourriture. Sarath va plus loin : « Conditionner l'aide à une conduite vertueuse est une noble idée de la part de l'État, mais il conditionne cette providence à un contrôle social. Cela vient d'un préjugé très enraciné et d'une vision négative de la pauvreté, qui est celle de la classe dominante : « on ne peut pas faire confiance aux pauvres, ils vont boire ou jouer l'argent, ils doivent être contrôlés, gérés. » Pas étonnant que dans les villages les gens appellent le magasin de rationnement le « contrôle ». Sarath iro-

nise : « Avant le programme, il y avait deux alcooliques dans le village. À l'issue de l'étude, nous avons constaté qu'il y avait deux alcooliques dans le village. Nous en concluons que le revenu inconditionnel n'est pas un outil efficace de lutte contre l'alcoolisme. » Il poursuit, plus sérieusement : « Les familles ont commencé à agir par elles-mêmes. Si on traite les gens comme des adultes, ils apprennent à agir comme des adultes. »

Le projet de Sewa a dû faire face à des rumeurs affirmant qu'il était le prélude à la suppression des aides publiques. « Pour nous, il ne s'agit pas de substitution, mais d'un apport supplémentaire, qui doit être combiné aux aides publiques, précise Sarath. Nous devons être clairs sur le type d'allocation dont nous parlons. Le transfert d'argent n'est pas nouveau. Les bourses, les retraites sont du transfert d'argent. Ici, il s'agit de sécurité sociale. L'expérience de Sewa montre que les programmes d'aide sociale n'atteignent pas les populations qu'elles visent. Les travailleurs du secteur informel, qui constituent 90 % de la force de travail, continuent de travailler sans protection sociale de base. »

Dans les bureaux du Conseil pour le développement social à Delhi, où l'équipe du projet se réunit autour de l'évaluation finale, Guy Standing présente l'idee pour laquelle il se bat depuis vingt-cinq ans : « Devant l'urgence du secteur informel et la montée des inégalités, de l'insécurité économique, un revenu universel est une base essentielle pour recruter de la sécurité sociale. » Selon l'économiste, il y a deux orientations possibles au revenu de base : l'une « libérale », qui le conçoit comme un moyen en faveur de la liberté individuelle, l'autre « progressiste », qui le conçoit comme une sécurité sociale de base. « La gauche doit revoir sa vision de la société. Il faut penser à partir du précaire et non plus du prolétariat. Et pour cela combiner un financement redistributif avec un renforcement des représentations des précaires. »

Money for nothing ?

C'est justement de la part de la gauche indienne que l'étude essuie les plus virulentes critiques. Digvijay Singh, qui milite



À Panthbadodya, Sewa vient de prendre contact avec les habitants.

pour la School for Democracy, une association qui intervient également auprès des travailleurs ruraux, s'oppose catégoriquement au revenu de base : « Si l'on donne de l'argent pour rien, l'éthique du travail sera balayée et les gens recevront de l'argent pour rester assis. » School for Democracy a appuyé fortement le Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act (Narega), un programme de l'État qui garantissait cent jours de travail aux ouvriers agricoles pour un salaire minimum. Le dispositif permettait de créer un rapport de force entre travailleurs et propriétaires terriens. Malheureusement, le programme a été l'objet de nombreux détournements et l'État indien s'est montré incapable de payer l'ensemble des travailleurs. Finalement, les lobbies de l'industrie agricole ont réussi à faire suspendre le programme pendant les périodes de récolte. « Nous pensons que les gens doivent donner quelque chose en échange. On ne peut donner de l'argent sans contrepartie », persiste Digvijay.

« De l'argent pour rien ? », s'étonne Sarath. « Peut-on considérer qu'un agriculteur qui produit de la nourriture pour les gens des villes, qu'une mère qui élève ses enfants pour en faire des adultes responsables, ne donnent rien à la société ?, demande-t-il. Les femmes sont-elles supposées élever les enfants au nom d'un amour magnifique pour eux ? Sont-elles supposées cuisiner pour leur mari au nom d'un amour instinctif pour les hommes ? Tout cela est en réalité du travail invisible. Oui, donner l'argent sans contrepartie est très important parce que cela reconnaît leur contribution à la société et à l'économie. » L'expérience de Sewa montre en effet que les populations des campagnes et des quartiers populaires des villes ne cessent jamais de travailler. Ils sont le moteur de l'économie informelle qui constitue 95 % de l'économie indienne. D'ailleurs, conclue-t-il, « dans les villages, seuls les créanciers se sont plaints de l'étude ».

Sortir du cercle vicieux de la dette

À Panthbadodya, situé à quelques dizaines de kilomètres de Malibadodya, Sewa prend contact pour la première fois avec les habitants. Ici, les basses castes et les Bhils vivent hors du village.

Assise au milieu de l'assemblée des femmes réunies pour accueillir l'équipe qui conduit l'étude, Mme Mamatabai Punjraj prend la parole. Le gouvernement indien, raconte-t-elle, lui a octroyé un bigha (équivalent à un quart d'hectare) de terre, ainsi qu'à la moitié des familles du village qui vivent en dessous du seuil de pauvreté (fixé à 22 roupies par jour). Mais quelques mois plus tard, en tentant de récolter du bois sur un arbre, elle a fait une chute et s'est brisée la jambe et la main gauches. « Pour payer les 25 000 roupies d'admission à l'hôpital, nous avons dû hypothéquer notre terre pour 50 000 roupies. Avec les 25 000 restants, nous avons acheté un demi bigha que nous cultivons, du maïs à la saison des pluies et des haricots en hiver. L'an dernier, les pluies ne sont pas venues à temps et nous avons perdu notre récolte. Nous ne savons pas comment rembourser l'emprunt de 25 000 roupies auprès du landlord, le propriétaire terrien ». Héritier des terres et de haute caste, comme dans de nombreux villages, le landlord est l'unique créancier et employeur du village. Mamatabai n'a pas de travail, son mari est travailleur journalier à la ville. Son fils aîné Vinod travaille comme naukhar, main d'œuvre au service du propriétaire pour un contrat qui le lie à l'année, corvéable à merci, pour un salaire qui n'excède pas 15 000 roupies (176 euros). Son second fils Laxman est guala, un enfant qui travaille pour le landlord en échange d'une réduction de la dette de ses parents. Sa fille va à l'école, le plus jeune fils attend de devenir guala à son tour.

« Une chose que l'on doit connaître à propos des pauvres, explique Sarath avec gravité, c'est qu'ils vivent dans l'endettement. C'est un fait central dans leur vie. Il y a une certaine forme d'endettement qui mène au travail forcé, qui mène les enfants à être vendus au propriétaire comme esclaves. Les pauvres n'ont pas d'argent. Ils ont besoin d'argent, donc ils empruntent. Ils empruntent, donc ils s'endettent. Puisqu'ils s'endettent, ils sont forcés de travailler pour le propriétaire terrien pour rembourser leur dette. Puisqu'ils sont forcés de travailler pour le propriétaire, ils ne reçoivent pas d'argent liquide. C'est cela le cercle vicieux de la pauvreté. » Et c'est là que l'argent dévoile une valeur inattendue : « La liquidité est très précieuse dans les campagnes, elle permet d'échapper au travail forcé. Le revenu inconditionnel ici, s'il n'a qu'une petite valeur monétaire, a une grande valeur libératrice : verser une roupie permet d'éviter d'emprunter 1 roupie avec 4 roupies d'intérêt. Quand on donne une roupie, on donne 5 roupies. C'est la valeur d'émancipation. »

Sur un petit four de pierre, une femme confectionne des rotis (petites galettes) de maïs. Sarath mord un roti au chutney. Sous l'effet des épices, une larme perle sur sa joue. Cela le fait rire. « C'est le symbole de la sécurité alimentaire : ce plat est la seule chose dont les gens se nourrissent. Pour lequel ils travaillent douze heures par jour dans les champs. Ils récoltent le lait des buffles, le soja, mais n'ont pas les moyens d'en manger. Ces produits sont destinés à la vente pour rembourser leurs emprunts. Le monde entier mange du soja pour ses qualités nutritives. Ces gens qui en cultivent n'en mangent pas, car c'est trop précieux. » Son regard s'assombrit. « Les économistes libéraux nous disent qu'il s'agit d'argent facile, que cela encourage la paresse et nuit à la productivité. Mais il n'y a pas d'argent facile lorsque l'on n'a rien. La productivité, la compétitivité sont le problème des banques. Notre problème, c'est que nous pensons que chaque être humain a droit à une sécurité sociale, un minimum vital pour ne pas tomber dans la misère, que c'est la responsabilité d'une société et le devoir d'une nation. Que c'est une question de dignité. »

CONTACT

Self Employed Women's Association (SEWA)
Reception Centre,
Opp. Victoria Garden
Bhadra, Ahmedabad
380001 Inde
www.sewa.org

À Malibadodya, Sewa aide les femmes de toutes les castes à s'organiser.

